

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 15/07/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIERES ET ENTREPRISE COLOMBET

Pique mouche
89400 Cheny

Références : / 240342
Code AIOT : 0025500086

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement SABLIERES ET ENTREPRISE COLOMBET implanté Pique mouche 89400 Cheny.

La visite a lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIERES ET ENTREPRISE COLOMBET
- Pique mouche 89400 Cheny
- Code AIOT : 0025500086 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Par arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0356 du 16 aout 2007, la société a été autorisée :
- à exploiter une carrière alluvionnaire, de sables et graviers pour une durée de 25 ans
La production totale à extraire est de 400 000 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- autosurveillance en lien avec les mesures de bruit et eaux

- registre des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
11	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7-2-2-2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 Mois
12	Autosurveillance des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7 - 2 - 3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 1-4 -2	
2	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 2-2-3-2	
3	Evacuation et destination des matériaux	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 2-2-3-5-6	
4	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 2-3-2-1	
5	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 2 – 4	
6	Aire étanche : Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 3.3.1 et 3.3.2	
7	registre des déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 4 – 1 – 4	
8	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 2 -1 – 5 -1	
9	Autosurveillance des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7-2-2-1	
10	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 3 – 4 -1	
13	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7 – 2 – 4	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


L'exploitant doit veiller à respecter les périodicités de ces mesures de bruit et eaux.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 1-4 -2
Thème(s) : Situation administrative - gestion de l'établissement
Prescription contrôlée : le tonnage total de matériaux à extraire est de 400 000 tonnes. ... Production maximale autorisée en : 2020 (année 14) :16 200 t, 2021 (année 15) : 15 900 t, 2022 (année 16) : 15 600 t, 2023 (année 17) : 15 300 t.
Constats : L'exploitant a dûment complété GEREP. Les quantités exploitées sont de : 2021 (année 15): 16 000 tonnes : dépassement de 100 tonnes par rapport au tonnage autorisé 2022 (année 16): 15 000 tonnes 2023 (année 17): 10 000 tonnes
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter les tonnages annuels de l'arrêté préfectoral du 16/08/2007.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 2 : Epaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 2-2-3-2
Thème(s) : Situation administrative - gestion de l'établissement
Prescription contrôlée : L'extraction de sables et graviers est réalisée sur une épaisseur maximale de 3 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 84 m NGF.
Constats : Les cotes sont reportées sur les plans d'évolution de la carrière d'avril 2024 de la société GEOD. La cote de fond de fouille est à 85.60 m NGF. Les cotes de terrains alentour sont de 88.20 m NGF. L'épaisseur de la couche extraite est donc inférieure à 3 m et est au dessus des 84 m NGF.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Evacuation et destination des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 2-2-3-5-6
Thème(s) : Situation administrative - gestion de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi. Ce registre hebdomadaire doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant trace sur un logiciel les quantités et la destination des matériaux extraits, par clients.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 4 : Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 2-3-2-1
Thème(s) : Situation administrative - intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : La hauteur des stocks est limitée à 2,50 m.
Constats : Il n'y a pas de stock de sables et graviers sur le site de Pique Mouche. Des merlons d'argile d'un mètre de haut se trouvent le long de la fouille dans l'attente du remblayage. Les sables et graviers sont regroupés et stockés sur le site de traitement.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 2 – 4
Thème(s) : Situation administrative - gestion de l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m ,• les positions des fronts,• les cotes d'altitude des points significatifs, • les zones remises en état, • les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement....),• les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte, • les bornes. <p>Ce plan, mis à jour annuellement, doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées ainsi qu'à l'occasion de chaque renouvellement ou d'actualisation des garanties financières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan d'évolution de la carrière d'avril 2024 de la société GEOD a été présenté. Il comporte :</p> <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m ,• la position de la fouille,• les cotes d'altitude des points significatifs,• les zones remises en état,• les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,• les bornes. <p>Suite à l'actualisation du PLU, il est nécessaire de mettre en conformité celui-ci avec le plan de remise en état du site.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 6 : Aire étanche: Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 3.3.1 et 3.3.2
Thème(s) : Situation administrative - gestion de l'établissement
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantiers ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures. Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire.
Constats : Une aire étanche est présente, avec décanteur séparateur d'hydrocarbures, sur laquelle stationne une chargeuse. Le plein des engins est réalisé sur l'aire étanche à l'aide d'un véhicule nourrice. L'exploitant indique que cette dernière dispose de kit anti-pollution pour traiter les déversements accidentels. Le séparateur d'hydrocarbures a été vidangé et un BSD a été émis le 22/02/2024.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 7 : registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 4 – 1 – 4
Thème(s) : Risques accidentels - déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L.511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cette effet.
Constats : L'exploitant fait évacuer ses déchets (les boues du séparateur d'hydrocarbures) par un prestataire (CDI à Avallon). Pour la dernière évacuation de ces boues, un BSD a été édité : BSD-20240301-0DHDE8D4E du 22/02/2024 et une déclaration sur Trackdéchet a été effectuée. Aucun autre déchet n'a été déclaré.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 8 : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 2 -1 – 5 -1
Thème(s) : Risques accidentels - gestion de l'établissement
Prescription contrôlée : ... Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quelque soit l'usage du site.
Constats : Le site compte 2 piézomètres identifiés sur le plan d'évolution de la carrière. Des prélèvements y ont été effectués le 24/01/2024.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 9 : Autosurveillance des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7-2-2-1
Thème(s) : Risques chroniques - surveillance des émissions et de leurs effets
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser en sortie du décanteur déshuileur prévu à l'article 3.3.1 des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel.
Constats : Des analyses d'eau sur le séparateur ont été effectuées le 18/05/2016, le 08/11/2021, le 24/01/2024 et le 22/02/2024. Les mesures de la campagne de janvier 2024 ont été effectuées le 24 janvier 2024. Les mesures des hydrocarbures C10-C40, DCO, DBO, nitrates sont conformes aux limites autorisées. Les mesures de MES sont de 138 mg/l au lieu des 35. La mesure si élevée du 24 janvier peut s'expliquer par les précipitations et par le fait que le séparateur nécessitait d'être curé, opération de curage initialement programmée mi-février qui a été avancée au 22/02/2024. Le second prélèvement (22/02/2024) a donc été effectué après l'opération d'entretien. Ces nouvelles mesures de MES ont retrouvé des valeurs voisines du 08/11/2021. Le pH, 7,6, est quant à lui compris entre 5,5 et 8,5 comme exigé par l'arrêté d'autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit nettoyer, vidanger et contrôler au moins une fois par an son séparateur d'hydrocarbures.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 10 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 3 – 4 -1
Thème(s) : Risques chroniques - types d'effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci dessous définies: concentration maximale moyenne sur une période de 2 heures MES: 35 mg/l DCO: 125 mg/l HCT: 5 mg/l L'analyse est faite selon les normes en vigueur. Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30° C.
Constats : Des mesures ont été effectuées le 03/04/2012, 30/10/2012, 18/05/2016, 08/11/2021 et le 24/01/2024 par la société Sciences environnement. Les résultats de l'analyse n'appellent pas de remarques particulières.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 11 : Autosurveillance des eaux souterraines


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7-2-2-2
Thème(s) : Risques chroniques - surveillance des émissions et de leurs effets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres définis à l'article 2.1.5.1 et sur les paramètres suivants : pH, Mes, DCO, DBO, nitrates et hydrocarbures totaux.</p> <p>Le niveau piézométrique doit être relevé mensuellement. Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur. L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.</p> <p>Un résultat commenté de ces analyses et des mesures de niveau est adressé une fois par an à l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des mesures ont été effectuées le 03/04/2012, 30/10/2012, 18/05/2016, 08/11/2021, 24/01/2024 et le 04/07/2023 pour les basses eaux par la société Sciences environnement.</p> <p>Sur la mesure du 24/01/2024, IH C10-C40, MES, DCO, DBO, nitrates et pH ont été analysées.</p> <p>Les différentes valeurs n'appellent pas de remarque sauf les Matières en Suspension qui sont plus présentes que d'ordinaire et augmentent à l'aval. Cela peut s'expliquer par les précipitations (48 mm relevés sur les 20 jours précédents le prélèvement) mobilisatrices de MES.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit respecter la périodicité de contrôle, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses, en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres ainsi que le relèvement mensuel des niveaux des piézomètres.</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, les rapports de ces prélèvements.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 Mois

N° 12 : Autosurveillance des eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7 - 2 - 3
Thème(s) : Risques chroniques - surveillance des émissions et de leurs effets
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les eaux du plan d'eau et sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO, DBO, Nitrates et Hydrocarbures totaux.
Constats : Des mesures ont été effectuées le 03/04/2012, 30/10/2012, 18/05/2016, 08/11/2021 et le 24/01/2024 par la société Sciences environnement. Sur la mesure du 24/01/2024, IH C10-C40, MES, DCO, DBO, nitrates et pH ont été analysées. Les différentes valeurs n'appellent pas de remarque.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à respecter la périodicité des 2 campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les eaux du plan d'eau. L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, les rapports de ces prélèvements.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 Mois

N° 13 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7 – 2 – 4
Thème(s) : Risques chroniques - surveillance des émissions et de leurs effets
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dès l'ouverture de la carrière puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.
Constats : La dernière mesure de bruit a été effectuée le 08 février 2024. Les mesures sont faites en 2 points. La carrière, dans sa configuration actuelle est conforme à la réglementation relative aux émissions de bruits. Les prochaines mesures devront être réalisées en 2027.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :